

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 11/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société QUADRAN ENERGIES LIBRES**

Domaine de Pateau  
34420 Villeneuve-Lès-Béziers

Références : D2e 2025 680  
Code AIOT : 0005704218

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement Société QUADRAN ENERGIES LIBRES implanté La Croix de Cuitot 51240 Dampierre-sur-Moivre. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Déchets de maintenance » qui consiste à s'assurer que les déchets générés par la maintenance des installations éoliennes sont traités dans des filières autorisées à cet effet.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société QUADRAN ENERGIES LIBRES
- La Croix de Cuitot 51240 Dampierre-sur-Moivre

- Code AIOT : 0005704218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Croix de Cuitot est composé de 7 éoliennes, numérotées E1 à E7, de 2MW de puissance unitaire et de 126m en bout de pale et d'un poste de livraison. Ce parc éolien, mis en service le 20 septembre 2010, bénéficie d'une antériorité.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50	Sans objet
3	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	Sans objet
4	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société a connaissance de la gestion faite de ses déchets de maintenance.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable de ses déchets jusqu'à la réutilisation, la valorisation, le recyclage ou l'élimination de ceux-ci. Il doit veiller à ce que les entreprises intervenant dans le traitement de ses déchets soient autorisées pour les opérations qu'elles réalisent.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations

utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrat de maintenance présenté par l'exploitant stipule que la maintenance, et en particulier la gestion des déchets, est réalisée par le maintenancier. Il est en charge de la « collecte et élimination des déchets produits dans le respect des prescriptions légales et réglementaires ». Une annexe au contrat indique la procédure à suivre.</p> <p>L'exploitant détaille le processus utilisé lors des maintenances. Le maintenancier, Siemens-Gamesa pour ce parc, récupère les déchets après chaque journée de maintenance et les apporte au sein de son centre de maintenance pour les trier et stocker dans des bacs et autres contenants compartimentés.</p> <p>Une fois les bacs remplis, le maintenancier fait appel à la société Chimirec pour l'enlèvement des déchets. Un Bordereau de Suivi de Déchets est créé et rempli conjointement. L'exploitant a également accès au compte TrackDéchet, valide l'opération avant la prise en charge par Chimirec et suit les transmissions jusqu'au traitement du déchet.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a consulté les BSD relatifs à la maintenance semi-annuelle de 2025. La maintenance s'est déroulée du 11 mars (éolienne E1) au 15 avril (éolienne E7). Les déchets étaient déposés quotidiennement au centre de maintenance de Siemens-Gamesa et l'enlèvement par Chimirec a eu lieu le 7 mai. Chimirec transporte ensuite les déchets vers son site où ils sont traités avec rupture de traçabilité.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis, à ce jour, des éléments permettant de justifier de l'autorisation de stockage de déchets dangereux de la base de maintenance de Siemens-Gamesa ni de l'autorisation de stockage et de traitement de déchets dangereux, avec rupture de traçabilité, de Chimirec.</p> <p>L'exploitant exerce parfois des contrôles qualité pendant les maintenances mais ne vérifie pas la thématique déchets.</p> <p>L'exploitant indique s'être déjà rendu sur la base de maintenance de Siemens-Gamesa pour une visite des installations et des conditions de stockage. Une zone est aménagée et les déchets, stockés dans des bacs compartimentés, regroupent des déchets de plusieurs maintenances de parcs éoliens différents. Aucun rapport n'a été rédigé suite à cette visite, aucun élément n'ayant soulevé de remarques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les installations utilisées entre la production et la prise en charge des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il présentera dans un délai de deux mois les dispositions qu'il prendra à cet égard.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.</p> <p>1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;</p> <p>2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.</p> <p>[...]</p> <p>II.-Sont exemptés de cette obligation de déclaration :</p> <p>[...]</p> <p>6° Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les entreprises intervenants dans la collecte et le transport des déchets des maintenances sont Siemens-Gamesa et Chimirec.</p> <p>Les déchets transportés par Siemens-Gamesa, correspondant à une journée de maintenance, ne dépassent pas 0,1 tonne d'après l'exploitant.</p> <p>L'agrément du 24 mars 2023 de la société CHIMIREC à réaliser une activité de négoce et courtage ainsi que l'agrément du 14 mars 2024 à transporter des déchets dangereux et non dangereux ont été présentés à l'inspection. Les agréments antérieurs ont également été transmis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traitement des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La caractérisation des déchets s'effectue conjointement par Siemens-Gamesa et Chimirec lors de la création des bordereaux de suivi de déchets dans TrackDéchets au moment de l'enlèvement. L'exploitant a accès au compte TrackDéchet, doit valider l'opération avant la prise en charge par Chimirec et suit les transmissions jusqu'au traitement du déchet.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 : Traitement des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, [...] tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :  1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un registre des Bordereaux de Suivi de Déchets. Ce registre contient des informations sur la caractérisation du déchet et sa quantité, sur l'installation de transport et celle de destination ainsi que les dates de réception et de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite